

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 27/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SGA MEYER**

Les Gallards  
Route de Coullons  
45500 Poilly-lez-Gien

Code AIOT : 0010001573

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement SGA MEYER implanté Les Gallards Route de Coullons 45500 Poilly-lez-Gien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SGA MEYER
- Les Gallards Route de Coullons 45500 Poilly-lez-Gien
- Code AIOT : 0010001573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SGA Meyer a été fondée en 1949, et est implantée sur le site actuel de Poilly-lez-Gien depuis 1978. L'activité historique s'axait principalement sur l'assainissement. L'exploitant dispose également de deux agences basées à Amilly et Ormes (impasse de Montbary), où sont hébergés véhicules et salariés. Il y a, par ailleurs, deux dépôts : un à la Charité-sur-Loire (58) et un à St-Satur (18). l'ancienne filiale SONOBA, rachetée par la SGA Meyer, s'occupe de l'assainissement. L'entreprise emploie actuellement 79 personnes.

Les prestations proposées par la société SGA MEYER sont les suivantes :

- assainissement (curage canalisations, vidange fosses, tranchées, pompage de pulvérulents

- plâtre, sciures, maïs...);
- collecte, transport et stockage de déchets industriels (conditionnés, bennes...);
- maintenance industrielle et nucléaire (démontage et nettoyage de ligne de production, lubrification...);
- traitement des déchets pathogènes in situ (hygiénisation des déchets pathogènes dont la prestation est réalisée sur les CNPE d'EDF – traitement des boues de TAR par le THM57 visant à réduire la teneur en éléments pathogènes sous les seuils de détection);
- inspections télévisées de canalisation (test fumée, traceur...).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite du 28/07/2020,
- Entretien des moyens de maîtrise du risque incendie,
- Bruit.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Collecte des effluents	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Rejet aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.3.9	NC7 du 28/07/2020	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.5	D2 du 28/07/2020	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.2.1	NC1* du 28/07/2020	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Aires étanches	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 5.1.3	/	Sans objet
12	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.3.3	/	Sans objet
15	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Projets de modifications	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 1.5.1	/	Sans objet
2	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.1.1	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.2.2	R2 du 28/07/2020	Sans objet
4	Fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.2.1	NC6 du 28/07/2020	Sans objet
7	Caractérisation boues bassin infiltration	Code de l'environnement du 23/02/2023, article L.541-7-1	NC4, NC5 et D1 du 28/07/2020	Sans objet
10	Niveaux acoustiques	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 6.2	/	Sans objet
14	Ressources de l'établissement en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit faire analyser les eaux du bassin de confinement avant rejet vers le bassin d'infiltration.

Une interprétation de l'état des milieux hors site en lien avec la pollution des eaux souterraines est à mener.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Projets de modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2015, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Il est rappelé que : "toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Prélèvements et consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommations eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation de l'eau sur le site est destinée : - au lavage des camions ; - à l'usage domestique (personnel). Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : Consommation maximale annuelle Réseau public : 1 705 m <sup>3</sup> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Historique des consommations fourni par l'exploitant : 2020 : 748 m <sup>3</sup> 2021 : 667 m <sup>3</sup> 2022: 724 m <sup>3</sup>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Le plan des réseaux 2021 a été fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Eaux du bassin de capacité de 580 m3 : (point de rejet n° 1 mentionné à l'Article 4.3.5. ) Paramètres : Auto surveillance assurée par l'exploitant Type de suivi / Périodicité de la mesure / Méthode d'analyse pH : Mesure semestrielle - température : Mesure semestrielle - Paramètres et substances indiqués à l'Article 4.3.9.1. du présent arrêté : Analyses semestrielles Selon les normes des séries ISO et NFX en vigueur pour chacun des paramètres ou substances concernés
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> NC6 du 28/07/2020 : Les eaux du bassin d'infiltration des eaux pluviales ne sont analysées de façon semestrielle. Observations du 23/02/2023 : Les résultats des campagnes d'autosurveillance des rejets aqueux de 2021 (20/05/2021, 12/07/2021 et 22/11/2021), de juin et novembre 2022 ont été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage et de la station de lavage associée Les eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage provisoire ainsi que de la station de lavage associée sont traitées par des débourbeurs-déshuileurs avant rejet dans le bassin de confinement étanche d'une capacité de 350 m3 puis, après analyses visant à assurer leur conformité, orientées vers un fossé d'infiltration du site. Toutes les vannes pour la rétention sont identifiées et leur emplacement fait l'objet d'une signalisation adaptée et visible. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats : (C1)</b> Les eaux du bassin de confinement ne sont pas systématiquement analysées avant rejet vers le bassin d'infiltration.
<b>Observations :</b> Les eaux du bassin de confinement ne sont pas systématiquement analysées avant rejet vers le bassin d'infiltration. L'exploitant réalise un examen visuel après écrémage et prise d'un échantillon dans un bocal. Le bassin de confinement est nettoyé 2 fois par an, en début d'année et en octobre (il s'agit de périodes plus creuses en terme d'activités). A cette occasion là, tout est envoyé en centre de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Rejet aqueux dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet aqueux dans le milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-après définies. Paramètre : Concentration maximale DCO : 125 mg/l / DBO5 : 30 mg/l / Matières en Suspension (MES) : 35 mg/l / Azote Global : 15 mg/l / Phosphore total : 2 mg/l / Hydrocarbures totaux : 5 mg/l / Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) : 0,03 mg/l</p>
<p><b>Constats : (C2)</b> Des dépassements de valeurs limites de concentration sont constatés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le paramètre Hydrocarbures totaux en juillet 2021 (11 au lieu de 5 mg/L),</li> <li>• le paramètre Azote global en novembre 2021 (30 au lieu de 15 mg/L) et légèrement en novembre 2022 (16 au lieu de 15 mg/L),</li> <li>• le paramètre MES en juin 2022 (100 au lieu de 35 mg/L).</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> NC7 du 28/07/2020 : La teneur en MES dans les rejets aqueux du site est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'AP lors de l'analyse de janvier 2018.</p> <p>Observations du 23/02/2023 :</p> <p>Des dépassements de valeurs limites de concentration sont constatés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le paramètre Hydrocarbures totaux en juillet 2021 (11 au lieu de 5 mg/L),</li> <li>• le paramètre Azote global en novembre 2021 (30 au lieu de 15 mg/L) et légèrement en novembre 2022 (16 au lieu de 15 mg/L),</li> <li>• le paramètre MES en juin 2022 (100 au lieu de 35 mg/L).</li> </ul> <p>Suite à la visite de 2020, le bassin d'infiltration a été pompé et curé fin 2021. Les boues/terres souillées ont été évacuées chez ENGLOBE à Echarcon. Les résultats d'analyse du 18/11/2021 ont été fournis. Les terres évacuées présentent une teneur importante en hydrocarbures (3533 mg/kg). D'après l'exploitant, la plateforme en calcaire très étendue où sont stationnés les camions le soir pourrait être à l'origine des MES, hydrocarbures retrouvés. Pour autant, il est constaté que les résultats sont très variables d'une analyse à l'autre.</p> <p>S'agissant du bassin de confinement, l'exploitant explique qu'il est écrémé au besoin parfois de façon hebdomadaire. Les volumes d'eaux hydrocarbonnées évacuées en centre de traitement ne sont pas comptabilisées parce qu'ils sont évacués en même temps que les déchets des autres apporteurs. Avec trackdéchets, l'exploitant aurait la possibilité de récupérer les déchets propres à la SGA Meyer depuis juillet 2022. L'inspection précise que la procédure associée à la gestion des eaux du bassin de confinement n'est pas claire. L'exploitant entend s'organiser en interne afin de clarifier les procédures (critères de décision) pour savoir ce qui part en bassin en déchets extérieur et ce qui est envoyé en infiltration.</p> <p>Pour information, c'est M. MEYER lui-même qui réalise les bâchées 6 à 7 fois par an. L'inspection précise que d'après l'APC du 12/05/2015, l'exploitant doit analyser les eaux du bassin de confinement avant rejet vers le bassin d'infiltration. Si la qualité de ces eaux n'est pas satisfaisante, elles doivent être éliminées en tant que déchets.</p> <p>L'exploitant prévoit d'essayer d'identifier les zones les plus contributrices de la pollution pour gérer les eaux polluées en amont du bassin de confinement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 7 : Caractérisation boues bassin infiltration

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/02/2023, article L.541-7-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation boues bassin infiltration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>[...]</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.</p>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire
<p><b>Observations :</b> NC4 du 28/07/2020 : L'exploitant n'a pas caractérisé, préalablement à leur épandage, les 15 m<sup>3</sup> de vases du bassin d'infiltration pour définir la filière de traitement la plus appropriée.</p> <p>NC5 du 28/07/2020 : L'exploitant ne s'assure pas que la personne à qui il remet les déchets (boues et eaux du bassin d'infiltration) est autorisée à les prendre en charge.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 26/02/2021 : Nous ne pensions pas qu'épandre la vase du bassin d'infiltration (étant donné la nature du produit "eaux pluviales") nécessitait une étude afin de définir la filière de traitement la plus appropriée. Après vos explications et réflexions de notre part, nous comprenons notre erreur. Si vous le souhaitez, nous pouvons extraire un échantillon de l'eau et de la vase actuellement dans notre bassin afin de le faire analyser et vous transmettre le résultat pour lequel nous pensons que la filière que nous avons choisie était adaptée.</p> <p>Avis de l'inspection du 11/03/2021 : Dans l'attente de la caractérisation des déchets (eau et surtout de vases résiduelles du bassin d'infiltration), la non-conformité est maintenue.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 09/04/2021 : Les échantillons des eaux et vases résiduelles du bassin d'infiltration ont été transmis au laboratoire AUREA, afin de les faire analyser et bénéficier d'un résultat récent, le 02 avril 2021. Nous vous enverrons les résultats dès la réception de ces derniers.</p> <p>Avis de l'inspection du 13/07/2021 : Les analyses du 25/05/2021 fournies le 09/07/2021 concernent les eaux du bassin d'infiltration. Aucune analyse de caractérisation de la qualité des vases n'a été présentée. La non-conformité est maintenue. Afin de caractériser l'impact de cet épandage, une demande est formulée.</p> <p>Demande 1 : L'exploitant doit faire procéder à des analyses de sols sur la parcelle (La Barre, Cernoy-en-Berry) où les boues ont été épandues.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 12/08/2021 : Une demande a été faite le 28 juillet 2021 auprès de la société DEKRA pour réaliser des analyses de sols sur la parcelle où les boues ont été épandues. Pour finaliser la demande, la société DEKRA a besoin du numéro et de la section de la parcelle concernée. Nous sommes actuellement en attente de ces informations de la part de l'agriculteur concerné, Mr PETIT Pascal. Nous vous transmettrons les résultats dès leur réception.</p> <p>Avis de l'inspection du 07/09/2021 : Aucune analyse de caractérisation de la qualité des vases n'a été présentée. La non-conformité est maintenue.</p> <p>Observations du 23/02/2023 : L'exploitant a fourni les résultats d'analyses des boues qui restaient dans le bassin d'infiltration. Ces boues présentaient une teneur importante en hydrocarbures (3533 mg/kgMS) et de l'antimoine (0.11 mg/kgMS au lieu des 0.06 mg/kgMS préconisés). Cela ne correspond pas à des déchets non-dangereux. En parallèle, l'exploitant a fourni en décembre 2021</p>

un rapport de diagnostic de pollution des sols réalisé au droit des parcelles sur lesquelles les épandages de boues du bassin d'infiltration ont été réalisés. Il en ressort que : "En cohérence avec les observations de terrain, les investigations réalisées en octobre 2021 n'ont pas mis à jour de pollution dans les sols."

Le constat et la demande sont levés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Deux fois par an, en hautes eaux et basses eaux, les niveaux piézométriques de l'ensemble des ouvrages de prélèvement sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Toutes précautions sont prises pour assurer la représentativité des prélèvements et éviter les contaminations croisées. Dans chacun des piézomètres, l'eau prélevée fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives. Les analyses doivent présenter a minima pour chaque piézomètre mesuré les paramètres physico-chimiques suivants : pH ; température ; conductivité ; hydrocarbures totaux pour les fractions carbonées C5 à C40 ; hydrocarbures aromatiques polycycliques ; les composés organiques halogénés volatils ; les BTEX ; métaux : As, Cd, Cr dont CrVI, Cu, Ni, Pb, Zn et Hg. Les analyses et l'interprétation des résultats des campagnes de mesures sont menées conformément à la méthodologie en vigueur et doivent obligatoirement statuer sur le sens d'écoulement de la nappe au moment de l'analyse. La conclusion de chaque campagne d'analyse s'appuie sur l'interprétation et la comparaison des valeurs mesurées sur l'ensemble des paramètres suivis lors des campagnes d'analyses précédentes. L'analyse statue sur l'évolution de la pollution et les actions à envisager si nécessaire. En cas de besoin, l'exploitant propose la mise en place des mesures de gestion appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> (C3) L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures définies par le bureau d'étude DEKRA afin d'identifier les impacts de la pollution des eaux souterraines hors site.</p>
<p><b>Observations :</b> NC8* du 28/07/2020 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures définies par le bureau d'étude DEKRA afin de déterminer la source de pollution au mercure détectée dans les eaux souterraines (PZ3).</p> <p>Observations du 23/02/2023 : L'exploitant a fourni les résultats des suivis de juin et novembre 2022.</p> <p>Les résultats des campagnes d'analyses des eaux souterraines (2020 à 2022) ont mis en évidence un impact des eaux souterraines par le mercure, certains COHV (TCE, PCE, chlorure de vinyle), le benzène et certains éléments traces métalliques (arsenic, nickel et plomb). Par courriel du 27/02/2023, l'exploitant a fourni le rapport DEKRA du diagnostic de pollution des sols de septembre 2021. Ce rapport conclut que : "Les investigations menées sur le milieu sol mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un léger impact ponctuel en hydrocarbures totaux d'extension limitée,</li> <li>• des traces non significatives en certains éléments traces métalliques (arsenic, cadmium, cuivre) et en mercure,</li> <li>• l'absence de polluants volatils type BTEX/COHV.</li> </ul> <p>Les données disponibles sur la qualité des sols au droit du site ne montrent pas de sources de pollution pouvant être à l'origine des impacts relevés dans les eaux souterraines."</p> <p>Dans le cadre des campagnes d'analyses de 2022, les recommandations DEKRA sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuivre la mission de suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles (mission SUIVI) ;</li> <li>• réaliser un test d'étanchéité du bassin de confinement au regard des résultats d'analyses des eaux souterraines en aval hydraulique immédiat du bassin ;</li> <li>• compléter la mission SUIVI par la réalisation d'un bilan quadriennal en 2023 (mission BQ selon la norme NF X 31 620-2 de décembre 2021 : interprétation des résultats de l'ensemble des données recueillies au cours des quatre dernières années de suivi et mise à jour de l'analyse des enjeux concernés par le suivi réalisé sur la période de quatre ans) conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites pollués définie par la note ministérielle du 19 avril 2017 ;</li> <li>• une mission IEM (Interprétation de l'Etat des Milieux) comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>o une enquête de voisinage pour recenser les ouvrages privés en aval hydraulique du site (A100) et une mise à jour de l'étude de vulnérabilité des milieux (A120) ;</li> <li>o l'élaboration d'un programme d'investigations hors site (A130) dans tous les milieux</li> </ul> </li> </ul>

d'exposition et de transfert d'impacts.

- L'exploitant a fait un test d'étanchéité du bassin à l'occasion d'un de ces curages régulier. Ils l'ont rempli d'eau et ils ont perdu 5 mm en 48 h (1320 L). Au regard de l'évaporation, ils ont considéré que le bassin était étanche. Pour mémoire, la société SGA Meyer réalise des tests d'étanchéité pour les particuliers et les collectivités. La bâche a été changée il y a environ 10-15 ans.
- L'exploitant prévoit de relancer DEKRA pour la réalisation de l'IEM. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que le bilan quadriennal sera fait en même temps que le prochain suivi semestriel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Aires étanches**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2015, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires étanches
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> (C4) Les aires de transit de déchets dangereux ne sont pas étanches.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, il a été constaté que la plateforme du centre d'entreposage présentait des dégradations. L'exploitant a expliqué avoir signé le devis de réfection de la plateforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2015, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le centre de transit de déchets fonctionne de 7 heures à 18 heures, 5 jours par semaine. <b>VALEURS LIMITES D'EMERGENCE</b> Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) : Supérieur à 45 dB(A) Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés : 3 dB(A)
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Mesure bruit tous les 3 ans, dernières en 2018 et en janvier 2022 (rapport DEKRA fourni). En 2018, il y avait eu un problème avec le démarrage matinal des balayeuses qui nettoient les voiries des centres-villes. Cela n'est pas observé en 2022. D'après l'exploitant, un des voisin est gêné par le départ matinal des véhicules (départ de semis ou de balayeuses à 3h du matin) pour autant, pas de plainte recensée. Le site est balayé une fois par semaine en journée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> (C5) L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks avec la localisation des différents produits.</p>
<p><b>Observations :</b> NC1* du 28/07/2020 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks des déchets présents sur le site le jour de l'inspection.</p> <p>Avis de l'inspection du 07/09/2021 : L'extrait fourni ne permet pas d'analyser l'outil (détail de la synthèse disponible notamment). La non-conformité est maintenue, dans l'attente d'une prochaine visite à l'occasion de laquelle l'outil pourra être testé sur le terrain.</p> <p>Observations du 23/02/2023 : Ils ont abandonné le logiciel NESSY. Ils sont passés sur trackdéchets qui s'utilise facilement et répond à leurs besoins. Ils avaient une appréhension mais ça se passe bien (pratique et facile d'utilisation). Avant ils utilisaient le logiciel GEDAM pour produire des BSD. Depuis 2019, la fédération MAILLAGE a donné son avis sur trackdéchets. Le service lié à l'utilisation de trackdéchets est réactif et à l'écoute.</p> <p>L'exploitant précise qu'il reçoit beaucoup moins de déchets dangereux, divers et variés que par le passé. Les industriels utilisent moins ces produits dangereux. Pour autant, en parallèle, il reçoit plus d'eaux hydrocarbonées.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a fourni une extraction de trackdéchets. Le fichier fourni par trackdéchets n'identifie pas la localisation des produits sur le site. A chaque admission sur le site, le produit est associé au bon, au plan de stockage et au BSD. Pour autant, ces informations ne sont pas synthétisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Installations électriques - mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> (C6) L'exploitant ne peut justifier des mesures prises suite à la vérification des installations électriques.
<b>Observations :</b> Les rapports DEKRA de vérification détaillée des installations électriques du 24/10/2022 ont été fournis. Concernant les bureaux, une non-conformité est mise en évidence s'agissant de la maintenance de l'éclairage de sécurité. Concernant les autres locaux, une non-conformité est mise en évidence s'agissant de la fixation et de l'état mécanique apparent des matériels. L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs de travaux de remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 13 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les moyens d'intervention font l'objet d'une vérification de contrôle a minima annuellement. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> (C7) L'exploitant ne peut justifier que les détecteurs incendie du centre d'entreposage et l'alarme sont en bon état de fonctionnement.
<b>Observations :</b> Le registre de sécurité a été consulté. L'exploitant a expliqué qu'une détection incendie à part entière était présente dans les bâtiments et reliée au portable d'astreinte et au portable des dirigeants. L'exploitant précise qu'il ne fait pas réaliser de contrôle des détecteurs des bâtiments. Un système de détection/extinction est présent dans la chaufferie. Une alarme sonore est déclenchée manuellement en cas d'incendie. L'exploitant précise qu'il ne fait pas réaliser de contrôle de l'alarme mais que la sirène a été changée deux fois parce que le son n'était pas identifiable sur le site. Le certificat de vérification des extincteurs du site du 20/01/2023 a été fourni. Ce rapport précise que les extincteurs à changer ont été remplacés. L'exploitant doit préciser pourquoi 15 appareils n'ont pas été vérifiés. L'exploitant est actuellement en train de faire poser des caméras de surveillance sur le site (dont 4 sur le centre d'entreposage) qui pourront être visualisées à distance. Il y aura un enregistrement à l'occasion des mouvements mais pas d'alerte donc le système ne pourra pas servir de détection incendie extérieure. Le devis signé de la fourniture et de la pose des caméras a été fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Ressources de l'établissement en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources de l'établissement en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :- la réserve d'eau enterrée, constituée de trois cuves de 60 m <sup>3</sup> interconnectées entre elles, possède une capacité au minimum de 180 m <sup>3</sup> disponible en permanence, et munie d'une ligne d'aspiration côté Est (dispositif existant) ainsi que d'un groupe de 2 lignes d'aspiration de 100 mm situé côté Ouest. [...] des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Pas d'astreinte sur le site. Pour autant, les pompiers peuvent accéder au site, ils ont les clefs. De nombreux employés sont pompiers. Les trois cuves de 60 m <sup>3</sup> interconnectées entre elles ont été visualisées. Elles étaient pleines le jour de la visite. D'après le rapport ARLI du 20/01/2023, 122 extincteurs sont répartis sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Bassin de confinement et bassin d'orage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 350 m <sup>3</sup> . Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant de recevoir en permanence la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Constats :</b> (C8) L'exploitant ne peut justifier du maintien en temps normal du bassin de confinement au niveau permettant de recevoir en permanence la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant précise que le bassin de confinement des eaux sert aussi à confiner les eaux d'extinction d'incendie. Pour ce faire, l'exploitant précise que le bassin doit rester à moitié vide (175 m <sup>3</sup> de disponible). L'exploitant doit justifier le dimensionnement de ce volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie. Après recherche dans l'étude de dangers du site, le volume à maintenir libre à tout instant est de 242 m <sup>3</sup> . L'échelle matérialisant le volume d'eaux pluviales à ne pas dépasser n'a pas été visualisée dans le bassin de confinement. L'exploitant a expliqué qu'elle avait récemment été détériorée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants: 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement; 4. Mise en oeuvre de procédures, concernant les aspects suivants: a) Organisation et responsabilité; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence; c) Communication; d) Participation du personnel; e) Documentation; f) Contrôle efficace des procédés; g) Programmes de maintenance; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence; i) Respect de la législation sur l'environnement; 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération: a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation); b) Mesures correctives et préventives; c) Tenue de registres; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour; 6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction; 7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres; 8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation; 9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur; 10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2); 11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2); 12. Plan de gestion des résidus; 13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1); 14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1); 15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1). Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. 21 février 2020 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 10 sur 143</p>
<p><b>Constats :</b> (C9) L'exploitant ne peut justifier de la mise en place et de l'application d'un système de management environnemental (SME) conformément au I de l'annexe 2 de l'AM du 17/12/2019.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a fourni sa certification UTO, délivrée par EDF. L'exploitant doit justifier que cette certification est conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité ou bien qu'elle respecte les différents point du I de l'annexe 2 de l'AM du 17/12/2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe confidentielle

### Non communicable au public

#### **Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

☐ Secret industriel

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Projets de modifications

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2015, article 1.5.1

Information confidentielle :

Projet de monter une unité de traitement : 250 m<sup>3</sup>/j  
Ils étaient partis sur une station biologique à la base.  
Le bureau d'étude DEKRA initialement missionné n'avance pas.  
ABF société spécialisée pour trouver des financements a été missionnée.  
Ils ont rencontré M. TALEB de l'AELB qui a préconisé un autre type de traitement plus polyvalent.

Il leur a proposé de se mettre en contact avec OPTIMIA environnement à la-Ferté-Saint-Aubin. Ils ont rencontré ce bureau d'étude qui va remplacer DEKRA.  
Projet également de 2 aires de curage (curage des égouts et sables de balayages) avec passage des eaux dans l'unité de traitement.  
Ils veulent monter aussi une unité de lavage des sables.  
Actuellement, les sables vont soit à ENGLOBE à Echarcon ou phytorestaure ou la SARP à Limay (quand ils sont pollués) sinon ça va à Saint-Péravy.  
Ils voudraient déposer le dossier en octobre. Ils voudraient commencer les travaux de bâtiment pour l'année 2024.  
FORAFRANCE serait le constructeur de l'unité de traitement (idem constructeur unité de traitement DIOR).

Nom du point de contrôle : Fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.2.1

Information confidentielle :

Réponse de l'exploitant du 26/02/2021 : En effet, il y a eu un oubli de notre société. Nous allons transmettre un échantillon des eaux du bassin d'infiltration à un laboratoire afin de les faire analyser et bénéficier d'un résultat récent que nous vous transmettrons dès que possible. Nous nous engageons à l'avenir à respecter l'Art. 9.2.2.1 de l'AP du 12/05/15 en réalisant semestriellement les analyses demandées.

Réponse de l'exploitant du 09/04/2021 : Les échantillons des eaux et vases résiduelles du bassin d'infiltration ont été transmis au laboratoire AUREA, afin de les faire analyser et bénéficier d'un résultat récent, le 02 avril 2021. Nous vous enverrons les résultats dès la réception de ces derniers.

Réponse de l'exploitant du 09/07/2021 : Veuillez trouver ci-joints les documents comme demandés ci-dessous.

Les résultats des mesures des eaux du bassin d'infiltration pour le 2<sup>e</sup> semestre 2020 n'ont pas pu être réalisés dus à l'absence d'eau dans le bassin.

Avis de l'inspection du 11/03/2021 : Dans l'attente de la transmission des résultats des analyses semestrielles des eaux du bassin d'infiltration (2020 et 2021), la non-

conformité est maintenue.

Avis de l'inspection du 13/07/2021 : Les résultats d'analyse du prélèvement effectué dans le bassin d'infiltration le 20/05/2021 a été fourni. L'exploitant doit transmettre de façon semestrielle les résultats des analyses des eaux du bassin d'infiltration. Les analyses du 2ème semestre 2020 sont attendues. La non-conformité est maintenue.

Avis de l'inspection du 07/09/2021 : Il est attendu de l'exploitant qu'il fasse réaliser un prélèvement pour analyse à un moment où le bassin est en eaux. Dans l'attente des analyses du 2<sup>e</sup> semestre 2021, la non-conformité est maintenue.

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.2.1

Information confidentielle :

Réponse de l'exploitant du 26/02/2021 : Le développement du logiciel NESSY pour la gestion des DIS par la société CAKTUS n'évolue pas comme nous le souhaiterions. De plus, nous rencontrons certains soucis dans le paramétrage sur la fonctionnalité du logiciel par rapport à nos autres besoins de type planning, commercial, ... Suite à nos insatisfactions, nous allons rompre prochainement le lien commercial que nous avons avec ce fournisseur. Nous allons dès que cela sera possible utiliser le logiciel Trackdéchets qui a été développé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire pour gérer la traçabilité des déchets. Dans le cadre des évolutions réglementaires (loi économie circulaire), cet outil sera généralisé à tous les acteurs concernés par la traçabilité des déchets dangereux en 2021 et nous permettra de présenter un état des stocks des déchets présents sur le site à un instant donné. En attendant, nous allons créer et mettre en place dès maintenant un fichier EXCEL afin de suivre un état des stocks des déchets présents.

Réponse de l'exploitant du 09/04/2021 : Nous avons mis en place, à partir du 09 avril 2021, un fichier Excel permettant de suivre l'état des stocks des déchets présents sur le site. Il reprend les informations nécessaires à l'identification des déchets et les volumes associés, ainsi que les dates d'entrée sur site des déchets et leurs dates de sortie de stock. Vous trouverez une copie de ce fichier en Annexe 2.

Réponse de l'exploitant du 12/08/2021 : Nous avons pris en compte vos remarques et avons ajouté les colonnes demandées à notre fichier de suivi des stocks déchets. Vous trouverez un extrait de ce fichier en Annexe 2.

Avis de l'inspection du 11/03/2021 : Dans l'attente de la transmission et de l'analyse du fichier tableur permettant de suivre l'état des stocks des déchets présents sur le site, la non-conformité est maintenue.

Avis de l'inspection du 13/07/2021 : L'extrait fourni ne permet pas d'analyser l'outil (détail de la synthèse disponible notamment). La non-conformité est maintenue, dans l'attente d'une prochaine visite à l'occasion de laquelle l'outil pourra être testé sur le terrain.